

Brochure n° 3359

Convention collective nationale

IDCC : 2754. – **MAGASINS PRESTATAIRES DE SERVICES
DE CUISINE À USAGE DOMESTIQUE**

AVENANT N° 3 DU 17 JUIN 2010

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA

NOR : ASET1051115M

IDCC : 2754

Entre :

Le syndicat national de l'équipement de la cuisine (SNEC),

D'une part, et

La FS CFTD ;

La CFTC ;

La FNECS CFE-CGC ;

La FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant détermine certaines dispositions particulières applicables aux salariés des entreprises comprises dans le champ d'application territorial et professionnel de la convention collective nationale des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique en matière de salaires.

Cet avenant modifie les dispositions générales de ladite convention collective.

Article 2

Portée du présent avenant

L'ensemble des dispositions contenues dans le présent avenant est de portée nationale et impérative. Il ne peut être dérogé au présent avenant, pour tout ou partie, que dans un sens plus favorable aux salariés.

Article 3

Objet

Le présent avenant a pour objet de revaloriser la grille salariale prévue à l'article 14.4 de la convention collective des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique « Salaires minima conventionnels au regard de la classification des catégories de salariés », comme suit.

Pour 151,67 heures par mois, en date de juin 2010 (base Smic horaire : 8,86 €).

Valeur du point : 6,83 €.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel brut
I	1	200	1 366,00
	2	206	1 406,98
	3	210	1 434,30
II	1	220	1 502,60
	2	226	1 543,58
	3	230	1 570,90
III	1	245	1 673,35
	2	250	1 707,50
	3	255	1 741,65
IV	1	270	1 844,10
	2	280	1 912,40
Agents de maîtrise	1	295	2 014,85
V	2	310	2 117,30
Cadres			
VI	1	335	2 288,05

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel brut
VI	2	418	2 854,94
VII		480	3 278,40
VIII		550	3 756,50
IX		600	4 098,00
X			Hors grille

Article 4

Durée. – Dénonciation. – Révision

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée à dater de son entrée en vigueur.

Il peut être dénoncé par l'une quelconque des parties sous réserve de respecter un préavis de 6 mois. Cette dénonciation devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et adressée à tous les organisations syndicales signataires.

Le présent avenant est révisable à tout moment suite à la demande de l'une quelconque des parties signataires et par accord entre elles.

Article 5

Dépôt

Le présent avenant sera déposé à la direction générale des relations du travail.

Fait à Paris, le 17 juin 2010.

(Suivent les signatures.)

